

Ces inquiétants progrès de l'idéologie décoloniale en France



Le quotidien de "Imamette" (pseudonyme) sur les réseaux sociaux est jonché d'insultes, menaces de mort et révélations d'informations personnelles. Comme elle, le quotidien de ceux qui s'opposent aux militants décoloniaux est pourri par le harcèlement et les menaces.

Avec Nicolas
Moreau

Harcèlement, censure ou menaces forment le quotidien de ceux qui s'opposent aux militants décoloniaux. Face à la progression de cette idéologie, qui ouvre la voie à l'islamisme, la mobilisation de la société doit être totale.

Elle se fait appeler Imamette. Vous ne saurez pas son vrai nom car elle est menacée de mort. Au Maroc, où elle est née, comme en France où elle vit, ceux qui ont perdu la foi et tourné le dos à l'islam ont la vie dure. Harcelée par des garants autoproclamés de la sharia, cette militante laïque et républicaine rend coup pour coup sur les réseaux sociaux. Mais dans ces jungles virtuelles, les débats honnêtes sont rares, et les coups bas sont la norme.

C'est ainsi qu'elle fait actuellement l'objet d'une campagne de signalement de masse sur Twitter. L'idée est simple : quelques comptes très suivis demandent à leurs fans de signaler massivement les tweets de la cible auprès de la plateforme, en se déclarant choqués ou blessés par ses propos, afin de pousser le réseau social à fermer le compte ciblé. Cette forme moderne de censure, qui a déjà fonctionné par le passé, a valu à Imamette une suspension de son compte samedi dernier. Mais suite à une forte mobilisation en sa faveur, le compte suspendu a été rétabli le soir même. Cette fois-ci, les censeurs ont perdu. C'est malheureusement assez rare pour être souligné.

Cet épisode qui finit bien n'est en effet pas représentatif des batailles idéologiques en cours sur les réseaux sociaux, et en dehors. Par la menace, par le doxxing (une pratique illégale qui consiste à révéler des informations privées sur une personne sous pseudonyme), ou par ces méthodes de censure, les militants républicains et universalistes sont régulièrement réduits au silence par leurs adversaires.

A défaut de faire taire, il s'agit de salir. Calomnier, encore et encore, jusqu'à ce qu'il en reste quelque chose.

Ainsi, Zineb El Rhazoui, militante rescapée de Charlie Hebdo, est accusée de « transphobie » pour avoir relevé qu'un homme non opéré, mais se sentant femme, pouvait poser un problème par ses revendications à accéder à des espaces strictement féminins (vestiaires, etc.). Comme si évoquer une problématique précise et contextualisée revenait à attaquer l'ensemble des transsexuels.

Avec cette même mauvaise foi, Fatiha Boudjahlat a été accusée d'appel au viol par Rokhaya Diallo. La plainte, basée sur un tweet tronqué, a rapidement été classée. Mais l'accusation est malgré tout martelée par ses adversaires, encore et encore, ce qui leur a récemment permis de faire exclure la militante universaliste d'un livre collégial sur les suites de #MeToo. Réduite au silence. Son honneur bafoué.

Ces adversaires des militants républicains, libéraux, laïcs et universalistes, sont les militants décoloniaux, qui marchent dans les pas de Houria Bouteldja ou de Rokhaya Diallo. Pour certains d'entre eux, tous les coups sont permis.

Dans leur pensée décoloniale, les « Blancs » (les Occidentaux) et les « sionistes » sont tenus pour responsables de leur passé ou leur présent colonial, et sont donc tenus pour responsables des conséquences présumées sur ceux qu'ils nomment les « racisés » (discriminations à l'embauche, contrôles au faciès, racisme, etc.). Ceux-ci sont alors encouragés à valoriser leurs racines et l'identité du pays de leurs ancêtres, plutôt que celles de leur pays, où règnerait un intolérable « racisme d'Etat ».

Cette idéologie mêlant le pire de l'extrême-droite (un racisme anti blanc farouche), et le pire de l'extrême gauche (la culture de l'excuse), porte en elle un antisionisme acharné, un communautarisme marqué, ainsi qu'un rejet de l'Occident et de ses valeurs des Lumières.

Ces trois ingrédients en particulier font des idéologues décoloniaux les meilleurs ouvreurs de porte de l'islamisme. Ils plongent leurs adeptes dans un profond rejet de leur propre identité occidentale, et précipitent les plus fragiles dans une situation d'absence totale de repères, que les islamistes exploiteront sans effort en leur proposant une identité islamique clé en main, au sein d'une communauté soudée.

Ce camp décolonial progresse partout, à commencer par les universités où la bataille idéologique fait rage depuis plusieurs années, et où les coups bas sont monnaie courante. Mais il ne se limite plus à ces facultés. Le parasitisme de tout mouvement ou toute association est une méthode éprouvée, et le vocabulaire décolonial (« racisme d'Etat », « racisés », etc.) apparaît désormais dans les publications d'institutions ayant pignon sur rue, comme des associations (Act Up Paris, Aides...), des partis politiques (la France Insoumise...) ou des médias (Médiapart, Slate...)

Sans opposition solide et organisée, ce camp transperce une à une les lignes républicaines, misant tantôt sur la faiblesse de la réponse institutionnelle, tantôt sur la méconnaissance de leur rhétorique par leurs interlocuteurs, tantôt sur le clientélisme d'hommes politiques avides de séduire des descendants d'immigrés mal intégrés.

Face à ce fléau, la mobilisation doit être totale. Mais il ne s'agit plus de mobiliser des clans, des clubs ou des partis, en espérant que le voisin bougera. Il revient à chacun de se mobiliser. Chaque citoyen, chaque intellectuel, chaque responsable politique, doit s'interroger sur ce combat, et l'impulser autour de lui. Chacun à son niveau doit prendre connaissance de l'idéologie décoloniale, comprendre ses incidences sur la montée du communautarisme, de la radicalisation et de l'islamisme, apprendre à démonter la rhétorique de ses militants, tenir bon face au harcèlement, et dépasser les clivages partisans habituels pour s'unir avec ses concitoyens sur l'essentiel.

Quelques intellectuels et militants républicains tiennent encore le choc, dans les réunions, dans les universités, sur les réseaux sociaux ou dans les médias. Mais le harcèlement, les menaces et la censure qu'ils subissent ont petit à petit raison d'eux, et leur nombre va décroissant. Le passage de relai au reste de la société devient urgent.

Le prix en cas d'échec sera l'installation pérenne de cette idéologie décoloniale dans le paysage intellectuel français, et dans son sillage, une irrémédiable montée de l'islamisme dans le pays.